

## **Faure Gnassingbé à l'Élysée, démocratie bafouée au Togo : et si le terroriste au Togo, c'était Faure Gnassingbé ?**

*Communiqué du Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique,  
Paris, le 19 novembre 2013.*

Le 15 novembre 2013, **Faure Gnassingbé a été reçu en visite officielle à Paris par François Hollande**, d'une manière très françafricaine, à la demande pressante téléphonique de Sassou Nguesso, à qui François Hollande semble avoir du mal à refuser quelque chose. La veille, accueilli par le préfet du Morbihan<sup>1</sup>, le dictateur s'est rendu à Lorient et à Brest, a visité le chantier naval Raidco Marine, la société Pen Carn Plus Applications de Bolloré, le gestionnaire du port de Lomé, et le Centre Opérationnel de la Marine française. La déclaration conjointe<sup>2</sup> à l'issue de l'entretien est concentrée sur les aspects sécuritaires en Afrique, et se conclut par une allusion à la création d'emploi en Bretagne grâce à la commande de deux vedettes par la Marine togolaise.

Arrivé au pouvoir en 2005 après le décès de son père dans une situation qui a causé la mort de 500 à 1000 togolais selon l'ONU et la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme, Faure Gnassingbé n'a cessé de bafouer les règles élémentaires de la démocratie pour perpétuer un système dictatorial basé sur la violence, la brutalité, l'instrumentalisation de la justice, les fraudes électorales et la réduction drastique de la liberté d'expression. Faure Gnassingbé vient chercher du soutien alors qu'il **vient d'organiser une énième mascarade électorale, les législatives de fin juillet 2013**. Au premier semestre 2013, acculé par la pression de la rue le poussant à organiser un scrutin équitable, il a ramené le Togo 20 ans en arrière au niveau de la dictature et de la répression d'Eyadéma, pour imposer le scrutin sans les nécessaires réformes constitutionnelles et institutionnelles.

**L'emprisonnement et l'inculpation injustifiés des membres de l'opposition togolaise dans l'affaire des incendies** des marchés de Kara et de Lomé, montée de toute pièce par le pouvoir de Faure Gnassingbé, en vue de discréditer les membres de l'opposition réunis au sein du Collectif Sauvons le Togo, les multiples atteintes à la liberté de la presse<sup>3</sup>, la mise sous tutelle des institutions chargées d'organiser et de proclamer les résultats électoraux et surtout, aux législatives, le **découpage électoral déséquilibré en faveur des zones supposées acquises au régime de Faure Gnassingbé**, ont fini de discréditer le pouvoir togolais. Ce découpage sans rapport avec la réalité démographique, déjà dénoncé par l'Union européenne en 2007<sup>4</sup>, a permis d'attribuer pour un nombre de voix équivalent, plus de deux tiers des sièges de députés au parti UNIR au pouvoir<sup>5</sup>.

Le 13 novembre 2013, le Collectif Sauvons le Togo a publié un 'Rapport de l'enquête sur **l'incendie criminel des marchés** du Togo dans les nuits des 10 au 11 janvier 2013 à Kara et 11 au 12 janvier 2013 à Lomé'<sup>6</sup>. Après les incendies des marchés, à la demande de Faure Gnassingbé, François Hollande avait envoyé des experts français en incendie au Togo en vue d'enquêter sur les causes de ces incendies<sup>7</sup>. Le rapport de cette enquête a été transmis depuis des mois aux autorités togolaises qui refusent de les rendre publiques jusqu'à présent alors que la justice togolaise continue d'inculper les opposants dans cette affaire, la dernière en date remontant au 4 novembre 2013. Pour sa modernisation, cette justice a été financée à coup de millions d'euros par le contribuable européen<sup>8</sup> il y a quelques années. Les résultats de cette modernisation sont décevants au point que se pose la question de la destination réelle du financement.

---

<sup>1</sup> 14 novembre 2013, Focus Info : <http://news.alome.com/h/7575.html>

<sup>2</sup> <http://www.elysee.fr/chronologie/#e4866,2013-11-15,entretien-avec-m-faure-gnassingbe-president-de-la-republique-togolaise>

<sup>3</sup> Entre autres : interdiction du journal Tribune d'Afrique, fermeture des radios privées « X solaire » et « Légende »

<sup>4</sup> 4 décembre 2007, Rapport Final de la Mission d'Observation Electorale des législatives au Togo en 2007 de l'Union Européenne: <http://www.ufctogo.com/Union-Europeenne-Mission-d-1849.html>

<sup>5</sup> 23 août 2013, les législatives de 2013 : Revenons sur l'improbable « victoire » du RPT/UNIR, <http://www.togocity.com/spip.php?article8289>

<sup>6</sup> <http://www.anctogo.com/le-cst-rend-public-son-rapport-de-lenquete-sur-lincendie-criminel-des-marches-du-togo-dans-les-nuits-des-10-au-11-janvier-2013-a-kara-et-11-au-12-janvier-2013-a-lome-11123>

<sup>7</sup> Togo - Lettre du collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique à Laurent Fabius : Demande de publication rapport des experts dans affaire des incendies le 30.4.13+ réponse 3.6.13 : <http://electionsafrique.org/Togo-Lettre-du-collectif-a-Laurent.html>

<sup>8</sup> avec l'ONU, par exemple, à partir de 2005, par le Projet d'Appui à la réforme de la Justice et à la promotion des Droits de l'Homme (PAJDH) : <http://www.onfedtogo.org/index.php/joomldefault/projets-clotures/pajdh>

François Hollande déclarait lors d'une interview accordée à France 24, RFI et TV5 en marge de son voyage à Kinshasa en République démocratique du Congo en octobre 2012<sup>9</sup>: « ... Les temps ont changé, la France est maintenant désireuse à la fois de respecter tous ses interlocuteurs, mais aussi de leur **dire la vérité. Cette vérité n'est pas celle de la France, c'est celle des droits fondamentaux, des libertés essentielles et de la démocratie.** ... Avec une population qui aspire à la démocratie, avec des règles qui ne sont pas aujourd'hui encore complètement satisfaisantes ». Depuis le début de la guerre au Mali, François Hollande a accumulé des rencontres complaisantes avec les dictateurs sans donner le moindre signe de la 'rupture' tant attendue avec la Françafrique.

En ce qui concerne le Togo, le Parti socialiste (PS) français avait dénoncé le 13 février 2013 la 'démocratie bafouée' au Togo<sup>10</sup>. La diplomatie française influencée par les enjeux économiques et sécuritaires a abandonné tout effort pour aider le Togo à **reprenre le chemin de la démocratisation et de l'alternance politique**. La visite de Faure qui précède les élections locales de 2014 et présidentielles de 2015 au Togo, risque d'être encore une fois assimilée à un soutien au dictateur togolais malgré les forfaitures électorales qu'il a accumulées pendant et après son accession au pouvoir.

Aussi, le Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique demande à François Hollande, après cet entretien avec Faure Gnassingbé :

- **d'arrêter de faire dépendre la politique française au Togo et en Afrique de l'influence de l'armée française et de l'industrie de l'armement ;**
- **de lever toute ambiguïté tendant à apporter un soutien au régime de Faure Gnassingbé ;**
- **d'envoyer un signal fort au peuple togolais sur son engagement à soutenir l'avènement de l'Etat de droit et de la démocratie par le biais d'une alternance politique.**

Le collectif demande que la diplomatie française insiste auprès du pouvoir togolais pour que celui-ci :

- **réalise enfin et de façon aboutie toutes les réformes constitutionnelles et institutionnelles prévues par l'accord politique global de 2006, gages des scrutins corrects, justes et transparents ;**
- **en termine rapidement avec la mascarade judiciaire des incendies, qui a démontré l'instrumentalisation de la justice, et procède sans condition à la libération des détenus et à la levée des inculpations prononcées dans cette affaire.**

Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique,

13 Signataires : Alliance Nationale pour le Changement en Ile-de-France (Togo, ANC-IDF), Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo - France (CACIT-France), Union des Populations du Cameroun (UPC), Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD, Congo Brazzaville), Mouvement pour le Renouveau Démocratique (MRD, Djibouti, de la coalition Union pour le Salut National (USN)), Alliance Républicaine pour le Développement (ARD, Djibouti, de la coalition Union pour le Salut National (USN)), Ca suffit comme ça ! (Gabon), Mouvement pour la Restauration Démocratique en Guinée Equatoriale (MRD), Forces Vives Tchadiennes en Exil, Amicale Panafricaine, Afriques en lutte, Parti de Gauche, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE).

---

<sup>9</sup> 11 octobre 2012, François Hollande, interview par France24, TV5Monde et RFI : <http://www.rfi.fr/afrique/20121011-francois-hollande-afrique-francophonie-sommet-interview-nouvelle-page>, <http://www.elysee.fr/president/les-actualites/interviews/2012/script-interview-du-president-de-la-republique.14075.html>

<sup>10</sup> 13 février 2013, communiqué PS: 'Togo: démocratie bafouée', <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/togo-democratie-bafouee>

## **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique – Paris**

<http://www.electionsafrique.org/>

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective de plaider et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique.

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** s'est particulièrement investi sur certains événements et crises, en mettant l'accent sur les processus électoraux :

Octobre 2013, Tchad, communiqué sur la politique française au Tchad

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Tchad-combien-de-temps.html>

Septembre 2013 Cameroun, communiqué sur les législatives

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Cameroun-legislatives.html>

Juillet 2013, Politique de la France en Afrique, communiqué sur l'influence militaire

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Sortir-de-l-influence.html>

Mai 2013, Guinée Equatoriale, élections, Communiqué sur pétrole et élections

<http://www.electionsafrique.org/Communique-du-Collectif-Guinee.html>

Avril 2013, Togo, affaire des incendies, lettre à Laurent Fabius

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Lettre-du-collectif-a-Laurent.html>

Février 2013, Djibouti, Togo, Cameroun, Guinée, législatives : lettre ouverte à Assemblée Nationale

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-a-Djibouti.html>

Février 2013, Djibouti, élections législatives : communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-du-22.html>

Janvier 2013, Togo, élections législatives, lettre ouverte du collectif à l'Union européenne

<http://www.electionsafrique.org/Togo-elections-legislatives-Lettre.html>

Juillet 2012, Congo Brazzaville, élections législatives, communiqué du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-des-15-et.html>

Décembre 2011, Gabon, élections législatives : dossier d'information (Survie)

<http://www.electionsafrique.org/Dossier-d-information-Legislatives.html>

Octobre 2011, Cameroun, élection présidentielle : dossier d'information, mobilisation et meeting

<http://www.electionsafrique.org/Election-presidentielle-du-9.html>

2010 : cinquante ans des indépendances : participation à organisation de la manifestation du 14 juillet 2010

<http://www.electionsafrique.org/Manifestation-du-13-Juillet-2010.html>

Mars 2010, Togo, présidentielle : mobilisation, plaidoyer vers Union Européenne, communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Election-presidentielle-du-28.html>

Juin 2009, Mauritanie, déclaration du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Mauritanie-declaration-du.html>